

Le cdH débranche la prise et saute dans l'inconnu

Dégoûtés par les affaires, et même si leur casier n'est pas vierge, les humanistes n'entendent plus gouverner avec le PS. Le cdH lance un appel au MR, à Ecolo et à DéFI, afin de lancer de nouvelles majorités dans l'espace francophone. Un pari audacieux. Et loin d'être gagné.

LE RÉSUMÉ

L'appel lancé par Benoît Lutgen a été **accueilli plutôt froidement**.

Le MR s'est dit prêt à discuter.

Chez DéFI, **on renvoie MR et cdH à leurs propres errements** et affaires. Et on se réunit ce mardi.

Quant à Ecolo, il transmettra à tous les partis ses **exigences en termes de gouvernance**. Sa participation sera à ce prix.

BENOÎT MATHIEU

C'est ce qui s'appelle débrancher la prise. Il est, à peu de chose près, 13h30, ce lundi. Et Benoît Lutgen a convoqué la presse – et indiqué à certains présidents de parti qu'il allait s'exprimer. Le président du cdH a quelque chose à dire. Et comme il ne dit pas souvent des choses...

«La cupidité de certains a dépassé tout entendement, attaque d'emblée le Bastognard. Leur 'conscience' sociale a été emportée par l'appât du gain. S'octroyer des jetons de présence aux dépens des plus démunis est choquant.» Benoît Lutgen se dit «dégoûté». Et plus de doute possible: il attaque son partenaire socialiste de front. Son arme: l'affaire du Samusocial, qui a emporté le bourgmestre de Bruxelles, Yvan

Mayeur. Il fait mine de tempérer: le parti socialiste ne détient pas le monopole des affaires. (Exact; le cdH a lui-même été éclaboussé par Publifin.) «Cependant, force est de constater qu'après 30 ans de pouvoir ininterrompu, le PS porte une responsabilité écrasante dans l'ampleur et la répétition des scandales.»

Ça y est. Le coup est porté. Le cdH n'entend plus gouverner avec le PS – rien que cela, c'est une révolution, en terres francophones. Et dire que le ministre-président wallon Paul Magnette (PS) qualifiait, dimanche, Benoît Lutgen de «loyal». Celui-là

même qui, le lendemain, «lance un appel» au MR, à Ecolo et à DéFI, afin de mettre en place de nouvelles majorités «positives» en Wallonie, à Bruxelles et à la tête de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Parce que, oui, à ces niveaux de pouvoir, il ne faut pas passer par la case «nouvelles élections» pour faire valser un gouvernement et changer une majorité. En fait, par la grâce de la «motion de défiance constructive», un gouvernement ne chute pas; il se remplace. Il «suffit» qu'une nouvelle majorité se dessine et porte une nouvelle équipe, ou plus simplement une même majorité mais remaniée.

Accueil mitigé. Ou glacial.

Bref, Benoît Lutgen souhaite se débarrasser du PS et le remplacer par le MR, Ecolo et DéFI – enfin, ceux qui veulent bien. Le déclencheur? Les affaires. Mais pas seulement. Le cdH tente de se refaire une santé. «Il souffre de son image de parti scotché au PS, glisse cet observateur. Quand le PS est dominant, cela permet malgré tout au cdH de monter à bord des gouvernements. Mais là, il n'est pas question de rester amarré à un bateau qui coule.» Surtout que les partenaires de toujours ont fini par se déchirer et qu'une certaine rancœur s'est installée. «Sur plein de dossiers, les deux partis s'opposaient. De plus en plus. Mis sous pression par le PTB, le PS avait mis la barre à gauche toute. Et cela, ce n'était pas ce qui avait été convenu durant l'été 2014. Pas qu'en Wallonie, mais aussi à

Bruxelles. Où, par exemple, le dossier des allocations familiales est bloqué depuis des mois.»

Voilà ce qui explique que Benoît Lutgen se lance. Du côté des autres partis, la réaction à cet appel navigue entre le «mitigé» et le «glacial». Le MR a été le premier à réagir, à peine une heure après. Son président Olivier Chastel «répondra favorablement à un appel au dialogue politique sur l'avenir des entités fédérées». N'empêche, un bureau politique se tient tout de même durant la soirée. La question est posée. «Belle opportunité, ou cadeau empoisonné?», s'interrogent les libéraux. Au-

ront-ils le temps de peser, d'ici 2019? En même temps, peuvent-ils se payer le luxe d'envoyer paître, eux qui piaffent dans l'opposition régionale depuis 2004?

Côté DéFI, on ne peut pas dire que le grand patron Olivier Maingain, rapatrié dare-dare de Montréal, fasse des petits bonnets. «Y vois plus une tentative de sauvetage du cdH qu'une volonté d'instaurer un changement de gouvernance. Sinon, le cdH aurait pu engager ce chantier depuis l'installation du gouvernement wallon, comme nous l'avons nous-mêmes fait en Région bruxelloise.» Notez

qu'Olivier Maingain n'est pas plus tendre avec le MR, «collé à Yvan Mayeur à la Ville de Bruxelles», et bien embêté par les remugles du Kazakhgate, qui a coûté son poste de bourgmestre à Armand De Decker. Quant au cdH, ce n'est pas mieux, lui qui n'est pas épargné par la saga Publifin. Le poids lourd DéFI du gouvernement bruxellois, Didier Gosuin, n'est pas plus tendre, dénonçant la «combine» du cdH. DéFI réunira ses instances ce mardi – et d'ici-là, allez savoir.

Allez savoir, c'est un peu le même combat chez Ecolo, mais cette fois-ci après réunion

des instances. On caricature un brin, parce qu'en substance, les verts vont dans le même sens que DéFI. Ce qui compte, ce n'est pas l'équipe, mais le projet qu'elle porte. «Ce que les citoyens veulent, c'est un changement de système et de pratiques politiques», affirment les

coprésidents Khattabi et Dupriez. Dès lors, et dès mercredi, Ecolo enverra à l'ensemble des formations politiques – PS compris, donc – les «propositions qu'il estime incontournables pour jeter les bases d'un rétablissement de la confiance des citoyens à l'égard du monde politique». Et advienne que pourra.

ÉDITORIAL MARTIN BUXANT

Le cdH ne veut plus gouverner avec le PS

Déscotchage

Un vrai centriste – héritier d'une longue tradition de démocratie chrétienne –, ça ne dit jamais vraiment oui et ça ne dit jamais vraiment non. Un centriste, ça hésite, c'est dans sa nature. Jugeons donc de la décision prise par le cdH de larguer son partenaire socialiste en pleine législature dans la nuance. D'un côté – d'un point de vue sociétal –, ce qu'a fait et ce qu'a laissé faire le PS durant des années, l'excuse prise par les centristes pour saborder les gouvernements, avec le point culminant de la scandaleuse affaire Mayeur/Peraïta, est inadmissible et témoigne non seulement du peu de sens du bien public qui animait certains responsables dans ce parti mais aussi du manque de garde-fous mis en place pour empêcher ces dérives. On peut le tourner dans le sens qu'on veut – on n'excuse pas non plus les dérives dans les autres partis – mais de Charleroi à Liège en passant par Bruxelles, cela fait plus de dix ans que les «parvenus» auraient dû être virés de cette formation politique. Point.

**D'un côté,
un PS**

D'un autre côté, lâcher son partenaire alors qu'il est au plus bas, aux soins intensifs, ce n'est pas joli,

infréquentable, de l'autre, un cdH qui s'offusque un peu tard.

on vous l'accorde. Le cdH s'offusque un peu tard, cela fait des années qu'il est dans la roue socialiste. Tels les carabiniers d'Offenbach, au cdH, on semble découvrir aujourd'hui qu'il y a de la

mauvaise gouvernance au PS. Benoît Lutgen est aux commandes d'un parti menacé de disparition; c'est le syndrome du Titanic. On explose une coalition politique deux ans avant son terme, on amène de l'instabilité à un pays et à des francophones qui n'ont pas besoin de cela, et on espère sauver son navire. Ce n'est pas très glorieux, mais ça peut fonctionner.

On vous laisse le soin de soupeser les deux côtés de cette équation.

Et on arrive sur le fond, celui qui importe davantage, finalement, que la couleur des coalitions que nous aurons à Namur et à Bruxelles.

Où en est-on avec le redressement de l'économie wallonne? Voit-on vraiment des signes de reprise et de dynamisme économique fulgurants? A-t-on mis en place une politique fiscale et entrepreneuriale digne de ce nom?

A-t-on cet enseignement d'excellence avec lequel on nous bassine les oreilles depuis des années? Forme-t-on des enfants ouverts aux sciences, aux langues, à la culture? Forme-t-on des enfants heureux et prêts à embrasser le monde?

A-t-on pris à bras-le-corps le problème de la mobilité à Bruxelles? A-t-on compris que cette Région suffoquait et a-t-on agi en conséquence?

A-t-on pris les devants en matière d'éthique et de gouvernance?

NON.

Et le bulletin de ces coalitions est largement insuffisant.

Quels scénarios pour éjecter le PS des majorités en Wallonie et à Bruxelles?

Pour réussir son coup de poker et éjecter le Parti socialiste des trois majorités gouvernementales, le cdH a besoin du MR en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles et de DéFI à Bruxelles. Un pari qui n'est pas forcément gagné!

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

L'annonce de Benoît Lutgen a pris tout le monde par surprise. Elle aurait même un côté inédit. «À ma connaissance, un renversement de majorité en cours dans les entités fédérées est inédit», explique Jean Faniel, le directeur du Crisp. «C'est d'autant plus surprenant que dans deux des trois gouvernements (à Bruxelles et en Wallonie), Rudi Vervoort et Paul Magnette sont les ministres-présidents qui en interne au sein du PS se sont montrés enclins à un véritable changement.»

Pas d'élections anticipées

Voilà pour le coup de théâtre. Et maintenant? À l'inverse du Fédéral, les Parlements wallon et bruxellois ne peuvent être dissous «anticipativement». La Constitution belge ne prévoit pas d'élections anticipées pour les entités fédérées. Les prochaines échéances électorales sont donc toujours maintenues au printemps 2019.

Voici donc ce qui va se passer. Une assemblée régionale qui souhaiterait renverser sa majorité ou remanier son exécutif doit faire adopter une motion de «méfiance constructive». Cette motion proposant une alternative (nouvelle équipe exécutive ou nouvelle coalition de partis) doit être approuvée par la majorité des députés.

Cette contrainte oblige le cdH à se trouver dare-dare de nouveaux partenaires en vue de former des majorités alternatives dans les trois assemblées à Bruxelles, en Wallonie et en Communauté française. «Le cdH doit obligatoirement trouver une majorité alternative. Dans le cas où il ne réussirait pas son pari, le

PS va se retrouver avec un partenaire démisionnaire et doit trouver quelqu'un d'autre pour poursuivre les affaires», explique Jean Faniel.

Vers la fin de l'asymétrie?

Avant de se lancer dans les scénarios possibles, examinons la situation actuelle.

En Wallonie et en Fédération, le cdH était en coalition avec le seul PS. À Bruxelles, il l'est en plus avec DéFI et, côté flamand, l'Open Vld, le spa et le CD&V.

Avec l'annonce de l'éjection du PS, le MR se retrouve incontournable en Wallonie et en Fédération, (mais pas à Bruxelles). Une montée au pouvoir des libéraux traduirait la forte progression du MR dans les urnes en 2014. En termes de rapport de forces, le MR pourrait même obtenir la ministre-présidence de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Reste le problème des castings. L'arrivée des libéraux au Fédéral en 2014 a déjà posé quelques soucis au niveau du recrutement

du personnel au sein des cabinets ministériels. Le choix de certains ministres MR a également donné lieu à des problèmes de casting. L'arrivée des libéraux au sein de trois nouveaux exécutifs ne sera donc pas si simple à organiser pour autant que le MR juge opportun une montée dans les attelages gouvernementaux à deux ans des élections.

Il faudra également voir comment les nouvelles majorités arriveront à mettre en œuvre leurs réformes d'ici les élections de 2019. On pense en particulier à la réforme des structures publiques. En Wallonie, et dans une moindre mesure à Bruxelles, la grande majorité de toutes ces structures est aux mains des socialistes.

Pas évident en Wallonie

D'un point de vue arithmétique, voici ce que pourraient donner les nouvelles majorités. En Wallonie, le Parlement est composé de 75 députés. La majorité est donc fixée à 38 sièges. À lui seul, le PS dispose de 30 députés. Le cdH en a 13, MR 25, Ecolo 4, le PTB 2 et J'existe 1.

Le cdH et le MR peuvent donc faire affaire ensemble. À eux deux, ils auraient 38 sièges.

Mais voilà, comme le souligne Jean Faniel du Crisp, une alliance MR-cdH n'est pas si simple. «En 2014, on avait évoqué une majorité

bipartite MR-cdH mais ensemble ces deux partis n'avaient pas de majorité au niveau des commissions du Parlement de Wallonie.»

Un troisième parti est donc nécessaire pour disposer d'une majorité plus confortable. Mais qui? Il reste Ecolo (4 sièges), le PTB (2 sièges) et enfin le siège unique de J'existe. S'il semble exclu pour les libéraux de s'allier avec le PTB, pour Ecolo, une arrivée dans une coalition centre-droit n'est pas plus naturelle. On ne voit pas non plus comment Ecolo pourrait renoncer au déculum intégral en se ralliant aux thèses du MR et du cdH.

L'arrivée d'Ecolo ne règle pas non plus le problème de majorité au sein des commissions parlementaires car, avec 4 députés, les verts ne forment pas un «groupe» au Parlement. Leurs voix ne sont pas délibératives. À l'inverse, le PS disposera d'une minorité de blocage.

Reste un dernier cas de figure! Des députés wallons PS et MR examinent la possibilité de mettre sur pied une majorité PS-MR! Un scénario rocambolesque qui placerait le cdH dans l'opposition.

Tripartite à la Fédération Wallonie-Bruxelles

En Fédération Wallonie-Bruxelles, la majorité

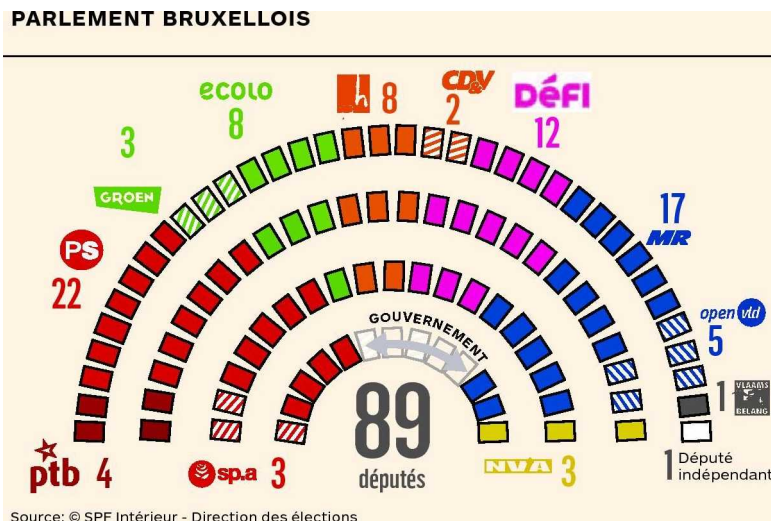
est fixée à 48 sièges. Simple? Avec ses 16 sièges, le cdH doit attirer le MR (30), ce qui n'est pas gagné vu les frictions entre eux sur un dossier comme le Pacte d'excellence. En outre, il manquera encore deux sièges. La prochaine majorité devra donc s'ouvrir à Ecolo (6 sièges), à DéFI (2 sièges) ou au PTB (2 sièges).

DéFI en position pivot à Bruxelles

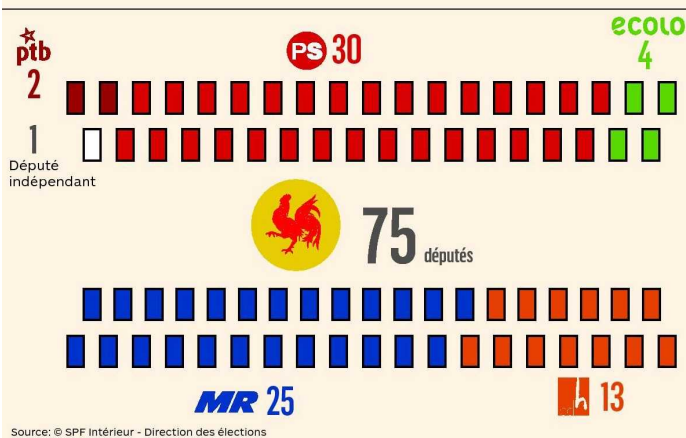
À Bruxelles, il faut 45 sièges pour former une majorité. À l'instar du MR en Wallonie, DéFI occupe ici une position pivot. Le problème se posera surtout pour la majorité dans le groupe linguistique francophone. Il faut obtenir plus de 36 sièges.

Sans le PS, une majorité avec le MR (17) ne peut passer que par une quadripartite avec le cdH (8), Ecolo (8) et DéFI (12) ou une tripartite très étroite MR-DéFI-cdH ou MR-DéFI-Ecolo. DéFI est donc incontournable mais s'est déjà empressé pour tacler la manœuvre du cdH.

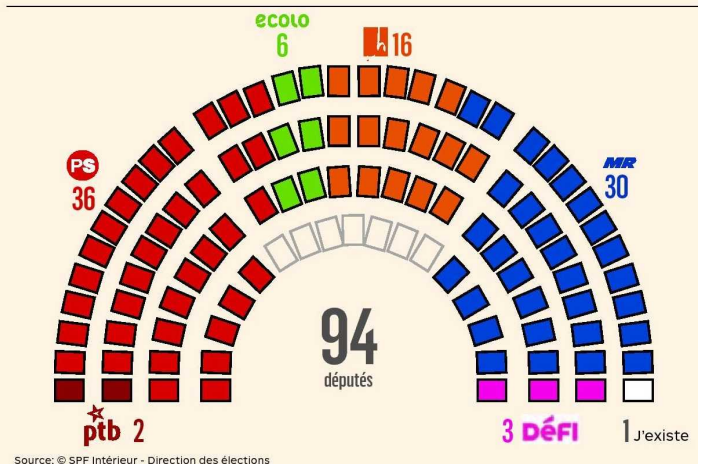
En tant que plus gros parti, le MR pourrait rafler la ministre-présidence en Wallonie et à la Fédération.



PARLEMENT WALLON



PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



«Franchement, on n'osait même plus sortir en rue»

Le patron du cdH a appelé tous azimuts dans la journée du lundi pour avertir qu'il voulait évincer le PS. À cause des affaires. Le téléphone sonne.

RÉCIT
MARTIN BUXANT

La politique belge, finalement, c'est une histoire de téléphone. Une histoire de qui a appelé qui et à quel moment et surtout pour lui dire quoi. Voilà. Et l'épisode de ce lundi, celui où le cdH s'est «descotché» de son partenaire socialiste n'y fait pas exception. C'est le président Benoît Lutgen qui joue le grand régisseur de cette pièce-là – oui, il y a du réseau à Bastogne.

Au vrai, cela fait des mois que le Bastognard traîne son questionnement et retourne la mésentente de son parti avec les socialistes dans tous les sens. Et puis, là, il compte et il recompte les mails qui parviennent jusqu'au siège du parti, à la rue des Deux Églises, pour incendier le partenariat entre la maison orange et la maison rouge. «On n'osait même plus sortir en rue, on se faisait quasiment vomir dessus pour être assis à la table du PS», assure un baron centriste.

Bref, Lutgen fait ses comptes, les sondages sont mauvais, s'il veut tirer son épingle

du jeu et sauver les meubles qu'il reste à sauver, il doit se résoudre à planter un couteau dans le dos de son partenaire socialiste.

Et ce n'est pas une chose qu'on fait de gaieté de cœur quand on est un honnête Ardennais. «L'affaire Mayeur/Peraita est l'affaire de trop», raconte d'ailleurs Benoît Lutgen la semaine dernière à un libéral croisé dans les couloirs du Parlement. «C'est la goutte d'eau qui fait déborder notre vase, si on laisse faire cela, on va crever.»

«On a testé les liens PS/cdH»

Un autre libéral (qui ne porte pas Lutgen dans son cœur et inversement) note: «On a remarqué un changement d'attitude progressif du cdH à notre rencontre, ils sont devenus conciliants avec nous et durs avec les socialistes.» Ainsi, Lutgen et ses troupes vont-ils jusqu'à défendre l'extension de la garde à vue à 72 heures en cas d'infraction terroriste, un projet du gouvernement fédéral que le cdH est censé haïr... «On a testé la solidité des liens PS/cdH avec ce truc», sourit encore un patron de la maison bleue.

Et les liens ont cédé. Les cordes sont tranchées entre autres par un Maxime Prévot qui – sans relâche pousse Lutgen à quitter le PS. Lutgen himself ne se fait pas prier. S'il a de bons rapports avec Elio Di Rupo, avec le dauphin Paul Magnette, en revanche, c'est nettement plus difficile.

Bref, Lutgen dégaine le GSM, une fois l'affaire entendue en interne.

Et il appelle.

Il assure avoir tenté de joindre le patron de DéFI le week-end dernier mais ne pas y être parvenu. (Notez: Maingain, dans un avion sur le retour du Canada, ne confirme ni n'infirme cette version). Ce lundi, en revanche, Lutgen prend soin de prévenir

d'abord Elio Di Rupo dans la matinée. C'est la consternation qui domine chez un Di Rupo qui n'avait pas besoin de ça pour le plomber davantage. Le président annonce la nouvelle en plein bureau politique, boulevard de l'Empereur. Les socialistes sont assommés, hagards. «On se prend un coup de couteau de la part d'un parti qui perd les élections systématiquement depuis 1996», s'offusque un socialiste. «Mais cela va peut-être resserrer nos rangs.» Peut-être.

Maxime Prévot se charge de prévenir son collègue de gouvernement Magnette par SMS. Et puis tout début d'après-midi, Lutgen appelle Olivier Chastel pour tenir ce langage: «Nous ne souhaitons plus gouverner avec le Parti socialiste et je vais lancer un appel aux autres partis, MR, DéFI, Ecolo, pour ouvrir des discussions.» Chastel, d'habitude prolix, en reste baba. Cela fait trois ans que le cdH ne cesse de critiquer son parti. «On aurait pu croire à un canular téléphonique», s'amuse un libéral. Mais non. Le cdH n'a formalisé aucun accord préalable avec les libéraux, assure-t-on des deux côtés. Pas d'assurance-vie pour les ex-PSC? Les libéraux assurent sur tous les tons qu'il n'y a pas eu d'entente et – faute de preuve du contraire, à ce stade – on est forcé de les croire.

Et Lutgen poursuit sa tournée en appelant la coprésidente des verts Zakia Khattabi. Elle est devant son téléviseur et attend (justement) la déclaration que va faire Lutgen depuis le siège de son parti rue des Deux Églises. Et il lui fait part de la décision de son parti d'évincer le Parti socialiste des entités fédérées.

Et puis il entre en salle de presse pour lâcher sa bombe.

Il est 13h35.

La messe est dite.

Maxime Prévot

«Opportunistes? Mais non! On risque de tout perdre!»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT

Vice-président du gouvernement wallon, ministre au sein de l'exécutif Magnette, le cdH Maxime Prévot explique pourquoi son parti a choisi de ne plus gouverner avec le Parti socialiste.

Pourquoi avoir choisi de ne plus gouverner avec le Parti socialiste?

Lundi matin, au bureau de parti, Benoît Lutgen nous a fait part de son état d'esprit et de sa réflexion. Partout, en Wallonie et à Bruxelles, nous nous faisons interpellés par les militants du parti. C'est sans arrêt et cela atteint un niveau encore jamais vu jusqu'ici. Les gens sont dégoûtés par ces scandales à répétition qui touchent le Parti socialiste. Nous avons reçu des tonnes de signaux dans cette direction; toujours la même direction,

en fait. C'était devenu intenable, a expliqué Benoît Lutgen, lors du bureau de parti. À partir de là, quand il s'est exprimé dans ce sens, ça a libéré la parole et tout le monde s'est exprimé dans le même sens. Il n'y a eu qu'une voix discordante, celle d'un président d'arrondissement. Tout le monde en a marre de cette étiquette de soi-disant scotchage au PS, ce n'est plus possible, les dernières affaires qu'on a connues à Bruxelles et en Wallonie ont rendu toute poursuite de gouvernement avec le PS impossible pour nous.

Mais vous avez quand même gouverné des années avec le Parti socialiste!

Vous savez, le PS est empêtré dans ses scandales et met toute son énergie pour essayer d'en sortir, il n'y a plus de temps ni d'énergie dans ce parti-là pour travailler au redressement économique de la Wallonie et de Bruxelles. Ils sont entièrement tournés vers

les changements de règles internes et ne font plus grand-chose pour le mieux-être de nos régions. Ils portent une lourde responsabilité dans tout ce qui se passe aujourd'hui, cela fait trente ans qu'ils sont au pouvoir sans discontinuer; c'est beaucoup trop long.

Mais que répondez-vous à ceux qui vont dire: le cdH est opportuniste, il quitte le Parti socialiste maintenant que le Parti socialiste est à terre...

Oh, vous savez, on a aujourd'hui tous un devoir d'exemplarité. On tend la main à d'autres partenaires, c'est un risque, c'est même un gros risque. À ceux qui pensent que nous sommes opportunistes, je leur réponds simplement ceci: franchement, on saute dans le

vide, on ne sait pas si d'autres partenaires vont accepter d'avancer avec nous. Notre démarche est très risquée, franchement, on prend tous le risque de perdre des situations confortables, avec des ministres, etc, pour un lendemain incertain. Ce que nous savons, c'est que nous voulons une rupture to-

tales. Nous voulons un projet et une nouvelle dynamique. Nous voulons aussi arrêter la montée des extrêmes, on souffre de ce Parti socialiste qui s'ultra-gauchise sous la pression du PTB. Bref, on prend un grand risque et c'est tout sauf de l'opportunisme, nous risquons de tout perdre.

Le coup d'éclat du cdH, pas vraiment un coup d'essai

LE RÉSUMÉ

En décidant de **couper le cordon**, Benoît Lutgen (cdH) adopte une position difficile.

Le président du parti humaniste n'a d'autre choix que de trouver une **majorité de remplacement**.

NATHALIE BAMPIS

Coup d'éclat. Coup de poker. Le cdH n'en est en tout cas pas à son coup d'essai en matière de coup de buzz politico-médiatique.

En décidant de larguer son partenaire socialiste, le parti humaniste de Benoît Lutgen adopte une nouvelle fois une position difficile pour lui. Position difficile, car comme on vous l'explique aussi par ailleurs, les jeux ne sont pas pour autant joués. Benoît Lutgen tend la main à tout parti qui ne s'écrit pas avec un P (PS, PTB). Il recale son cdH au centre-droit. Mais il n'a pas encore gagné

son coup de poker...

Position difficile aussi parce qu'on a jamais vu, en Région wallonne, un changement de coalition en cours de route, signale le directeur du Crisp, Jean Faniel.

Un jeu inédit

Le jeu que joue Lutgen aujourd'hui est totalement inédit. *«On peut d'ailleurs se demander s'il a bien assuré ses arrières»*, s'interroge encore le politologue. Il est coincé par la loi qui ne prévoit pas d'élections anticipées pour les entités fédérées. Il n'a donc d'autre choix que de trouver une majorité de remplacement. Un candidat repreneur en somme... Et ce n'est pas gagné, particulièrement à Bruxelles où tout l'enjeu de la constitution d'une nouvelle coalition repose sur DéFl. Or le parti a accueilli froidement l'annonce de Lutgen...

Ce dernier n'a manifestement pas peur de jouer les acrobates politiques. En 2014 déjà, il avait surpris tout le monde en envoyant valser sur les roses Charles Michel et le MR, lui signifiant que le Fédéral avec la N-VA, ce serait sans lui. Alors que le MR ne désespérait pas d'embarquer le cdH au Fédéral, les accords régionaux se sont noués dans son dos, entre le PS et le cdH.

Benoît Lutgen avait fini par prendre l'option «opposition» au Fédéral, et tant pis pour les jolis portefeuilles que pouvait décrocher son parti. Mais à l'époque, il avait aussi créé un malaise au sien de son parti, son choix étant contesté en interne. À l'époque déjà le cdH était en perte de vitesse. Benoît Lutgen avait voulu jouer la carte de la «virginité» (jamais au pouvoir avec un parti inféquentable comme les nationalistes). Un refrain identique aujourd'hui avec le PS...

En remontant un peu plus dans le temps, rappelons nous aussi du non de Joëlle Milquet à la constitution d'un gouvernement fédéral sans le PS en 2007. Yves Leterme (CD&V) tente l'orange bleue (libéraux-centristes) avec la N-VA, Milquet expédie ce fruit inédit à la poubelle par un niet retentissant qui lui vaudra d'être baptisée «Madame non». Ses arguments? *«On ne peut modifier la Constitution et les lois spéciales sans le PS.»*

«Dans les trois cas de figure, on retrouve la même insistance guidée par le réalisme, indique Jean Faniel. On ne peut pas gouverner avec n'importe qui, on ne peut pas gouverner dans n'importe quelles conditions, on ne peut pas faire n'importe quoi au niveau institutionnel.»

«On peut se demander si Benoît Lutgen a assuré ses arrières.»

JEAN FANIEL
DIRECTEUR
DU CRISP

REACTIONS

Le MOC dubitatif sur la stratégie du cdH

Le Mouvement ouvrier chrétien (MOC), pourtant historiquement proche du cdH, s'est interrogé lundi *«sur la stratégie qui vise à remplacer le PS, empêtré dans des affaires de mal gouvernance, par le MR qui tant à Bruxelles (Uccle, Ville de Bruxelles) qu'à Liège (Publifin) ou au niveau fédéral (Kazakhgate) se*

trouve également dans la tourmente». Le MOC s'inquiète de voir revenir le MR au pouvoir au niveau régional et communautaire. *«Ce parti n'a cessé ces dernières années de construire une politique antisociale caractérisée au niveau fédéral (saut d'index, recul de l'âge de la pension, tax shift, etc.)»* Il demande ce qu'il adviendra de dossiers emblématiques comme le Pacte pour un enseignement d'Excellence, la finalisation des accords du non-marchand, la réforme des allocations familiales, l'assurance autonomie ou encore une nécessaire réforme fiscale. *«Qu'advient-il aussi de la*

résistance wallonne au Ceta?», s'inquiète Christian Kunsch, président du MOC.

«Les événements qui touchent le paysage politique francophone sont à regarder avec intérêt. Mais cela n'aura, pour nous, aucune répercussion au niveau fédéral», a assuré lundi le président de la N-VA Bart De Wever.

Le PTB ironise, le PP veut... des élections

Pour le PTB, le cdH «tourne Kazakh». *«Si c'est une tentative d'améliorer l'image de son parti, c'est mal barré»*, commente le parti de gauche radicale dans un communiqué. Car à ses yeux, *«on ne sort pas des affaires en changeant des têtes, mais en s'en prenant à un système qui implique depuis de longues années tous les partis traditionnels»*.

À l'autre extrémité de l'échiquier politique, le Parti populaire (PP) a réclamé pour sa part... des élections anticipées (sic), alors que c'est constitutionnellement impossible (lire aussi en page 3).

S'il est éjecté, le PS ne pourra guère profiter de l'opposition

LE RÉSUMÉ

«*Trahison!*», dénonce Elio Di Rupo, pointant un cdH qui aurait eu peur du décumul et aurait préféré la fuite au courage des réformes.

En attendant, le Parti socialiste risque l'expulsion à Bruxelles, en Wallonie et à la Communauté française.

Un coup dur, pour ce parti de pouvoir.

C'est la crise dans la crise pour le PS. Sonné par les affaires, il se fait larguer par son partenaire. Seule éclaircie potentielle à l'horizon: les communales.

BERNOÏT MATHIEU

Difficile de le nier. Le coup est dur. Voilà le partenaire de toujours – le cdH n'était-il pas «scotché» au PS?, déploraient depuis belle lurette les déçus de ce mariage rouge-orange – qui claque la porte et annonce urbi et orbi ne plus vouloir gouverner avec les socialistes. Et ce quasiment sans coup de semonce.

Une «trahison», a réagi le boulevard de l'Empereur, haut lieu du commandement socialiste à Bruxelles, trois heures après que Benoît Lutgen a ébranlé tous les équilibres en place dans le petit monde politique francophone. Pour Elio Di Rupo, pas de doute, il

n'y a dans tout ceci qu'une «manœuvre politicienne», invitant «tout un chacun à ne pas être dupé». «A l'heure où le PS se positionne clairement en faveur du décumul, le cdH a manifestement pris peur.» Et, au lieu de prendre le taureau par les cornes comme l'a fait le PS, le cdH «a manifestement choisi de désertier». Courage, fuyons, en somme.

N'empêche, le coup est dur. Parce que si MR, DéFI et Ecolo saisissent la main tendue par les humanistes, eh bien, le PS se retrouve tout nu, dehors. «Il n'est pas certain que des majorités sans le PS se construisent, tempore Jean-Benoît Pilet, professeur de sciences politiques à l'ULB. On ne peut pas dire que la réaction des autres partis est résolument enthousiaste.» Mais, mettons. Un peu de politiquification: le parti socialiste est bouté dehors. En Wallonie. À Bruxelles. Et à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Est-ce une catastrophe ou, au contraire, l'occasion de se ressaisir? Parce que le parti est déjà dans les cordes, miné par les affaires à répétition, avec à sa tête un président affaibli et pas toujours audible.

«La fin du monde!»

«Pour le PS, c'est la fin du monde! glisse cet observateur. C'est un parti de pouvoir. Qui pouvait toujours espérer se refaire une santé d'ici 2019, avec un MR relativement isolé du côté francophone.» Et si une nouvelle majorité sans le PS se met en place en 2019 aux étages

régionaux et communautaires, il sera relativement aisé pour ses membres de la reconduire, la «transgression» étant déjà actée.

Ne minimisons pas, confirme Jean-Benoît Pilet. «C'est une crise très importante pour ce parti, dont le cœur bat davantage au sein des organes de l'État que dans la société civile.» Une crise comparable à celle de l'ancien CVP en 1999. «Deux possibilités: soit il parvient à revenir le plus vite possible au pouvoir, comme l'a fait le CD&V en 2004, soit il doit se renouveler de fond en comble. Un processus long, difficile, sacrificiel presque toute une génération.»

La partie sera d'autant plus ardue à jouer, souligne Pascal Delwit, que le PS ne pourra en aucun cas faire valoir son jeu d'opposition d'ici la fin de la législature. «Jusqu'en 2019, il ne bénéficiera pas de la liberté de parole et d'action d'un parti d'opposition», insiste le politologue (ULB). Parce qu'on ne peut incarner le

pouvoir et, le jour d'après, porter beau, en arborant fièrement la cape de l'opposition. Di Rupo en a fait l'amère expérience durant son long hiver politique de 2014. «Cela ajoute de la crise à la crise.»

La seule perspective d'embellie, pour les rouges, ce sont les communales de 2018. Qui offrent cette potentielle planche de salut. «Les citoyens y votent aussi en suivant des considérations locales, indique Pascal Delwit. Un phénomène important dans l'histoire du PS. Si le scrutin local est bon, ou pas aussi mauvais que redouté, cela peut être un élément de rebond.» Suffisant? «En tant que tel, non, mais cela peut en être une pièce. À charge des dirigeants du PS de remettre le parti sur les rails.»

Si la répudiation, par le cdH, est indiscutablement un sale coup, elle peut servir d'opportunité de redéploiement. «D'autant plus que toute l'énergie pourra être consacrée à redevenir un acteur collectif, à recoller avec le terrain, puisque de toute façon, le PS sera inaudible comme force d'opposition.»

Magnette critiqué

Une question, encore, pour la route. Pour ce faire, Elio Di Rupo sera-t-il l'homme de la situation? Sachant que sa position est déjà délicate – vacillante, diront certains? «Il a encore une toute petite carte à jouer, en tentant d'empêcher la formation de majorités sans le PS», doute Jean-Benoît Pilet.

Et si ça casse? Difficile à prédire, juge Pascal Delwit, d'autant plus qu'aucun «sauveur providentiel» ne s'annonce vraiment à l'horizon. «Tout dépendra de la façon dont il prend les choses en main.» Et sur ce terrain, s'il compte des détracteurs, l'empereur socialiste dispose encore de partisans. «Lors du bureau de parti de ce matin, à aucun moment, Elio Di Rupo n'a été critiqué», pose ce socialiste wallon. Ce qui ne serait pas le cas de... Paul Magnette. «Bien sûr, personne n'est dans le déni, tout le monde sait bien que le PS paie le lourd tribut des affaires, des Moreau, Mayeur, Peraïta et autres André Gilles. Mais certains camarades ont mis en cause l'attitude de Paul Magnette, et la façon dont certaines sorties ont pu crispier le partenaire humaniste. Qu'il s'agisse des siennes, ou de celles de ministres, comme Christophe Lacroix. Aujourd'hui, Elio Di Rupo a montré qu'il était encore le patron. Et qu'il en avait déjà vu d'autres.»

«Aujourd'hui, Elio Di Rupo a montré qu'il était encore le patron.»

UN SOCIALISTE WALLON

HISTOIRE

UNE COALITION SANS PS

La Région wallonne et la Communauté française n'ont connu qu'un seul exécutif sans les socialistes depuis leur création en 1980. C'était il y a 32 ans, en 1985. Le gouvernement de la Région wallonne était alors présidé par Melchior Wathelet, alors que

celui de la Communauté française était présidé par le libéral Philippe Monfils. Cet attelage PSC-PRL ne tiendra qu'à un fil, celui tenu par un élu flamand de la Volksunie, domicilié en Flandre et apparenté dans l'arrondissement de Nivelles. La coalition ne détiendra pas la majorité des voix (46,8% de l'électorat), et ne disposera que de 52 sièges sur les 104 qui com-

posent le Parlement wallon. Guy Spitaels s'insurgera à l'époque contre ce gouvernement qui ne représente pas véritablement la population wallonne. Par après, le PS a été de toutes les majorités dans les entités fédérées du sud du pays. À l'inverse, il n'y a qu'en 1999 (gouvernement Di Rupo PS-PRL-FDF-MCC-Ecolo) que le PSC/cdH n'a pas participé au pouvoir dans les entités fédérées.

N.B.

Le cdH a également les mains dans le cambouis des affaires

Le cdH ne risque-t-il pas d'être l'arroseur arrosé? Le parti de Benoît Lutgen a également trempé dans le scandale Publifin et toute la problématique du cumul des mandats.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Il y a des «trahisons» qui feront date. Le terme est d'Elio Di Rupo, le président du Parti socialiste, sonné par l'annonce choc de son partenaire de majorité en Wallonie et à Bruxelles. C'est le genre de coup qui laisse des traces. D'autres camarades parlent «du baiser de Judas». Mais Benoît Lutgen s'en défend en pointant la gestion de la chose publique à la mode socialiste. Lui, il parle de «dégout». Le Bastognard cogne sur la «cupidité qui a dépassé tout entendement» et la «conscience sociale emportée par l'appât du gain».

Si le PS porte une lourde responsabilité dans les dernières affaires (Publifin, ISPPC et le Samusocial), le cdH ne s'en sort pas complètement blanchi. Les affaires ne l'ont pas épargné.

Le PS n'a pas le monopole

Très vite lundi, de nombreux socialistes n'ont pas tardé à réagir en pointant l'hypocrisie des humanistes. «Ils sont complètement mouillés. Ils sont partout, dans toutes les instances. Ils ont peur aujourd'hui de ne plus exister après les élections de 2018 et 2019», susurre un

camarade. Un autre analyse une panique des élus cdH par rapport au cumul intégral. «Mercredi dernier au Parlement wallon, les députés cdH nous ont dit qu'on était fous avec notre projet de cumul intégral. C'est incroyable cette hypocrisie!»

Même réaction dans les rangs d'Ecolo. «Nous sommes face à un coup politique du cdH. C'est une tentative désespérée pour sauver sa peau mais à aucun moment le cdH a essayé d'assainir la gouvernance wallonne. Avec le PS, ces deux partis traditionnels se sont entendus pour mettre au frigo une série de réformes. Le cdH a aussi été aux premières loges dans la désignation des hauts fonctionnaires.»

Et tout le monde d'insister pour dire que le PS n'a pas le monopole des affaires.

Évacuons le dossier du Samusocial. Ce scandale est bien 100% socialiste. Dans Publifin, le dossier éclabousse autant des socialistes que des humanistes que des libéraux. Aux côtés des socialistes André Gilles et Stéphane Moreau, le cdH Dominique Drion a par exemple joué un rôle de premier plan dans la mise sur pied des comités de secteur en tant que président la fédération provinciale liégeoise de la formation humaniste. En tant que vice-président cdH de Publifin, il est également accusé par Cédric Halin (un cdH, il faut leur laisser), l'homme par qui le scandale Publifin est arrivé, de n'avoir pas réagi face au malaise de l'élu de Olne par rapport aux modes de rémunérations dans les comités de secteurs.

Dominique Drion, qui présidait le comité

d'éthique, de déontologie et d'arbitrage, a également été fort critiqué pour ses rémunérations pour l'ensemble de ses mandats.

On parle de plus de 150.000 euros brut par an. Le dossier a aussi entraîné la démission du cdH Didier Hamers de ses fonctions d'administrateur et vice-président de Publifin.

Dans l'affaire de l'intercommunale hospitalière ISPPC à Charleroi, où il est question de mauvaise gestion, certains rappellent que le cdH dispose d'un poste au sein du bureau exécutif.

Le cas de Philippe Buelen, chef de cabinet du ministre cdH Maxime Prévot au gouvernement wallon, a aussi causé des sueurs froides au parti. La justice s'intéresse à son passé et à son «mélange des genres» entre un ancien poste de conseiller chez le bourgmestre Prévot à Namur et un poste d'administrateur dans le groupe privé Immo Circus. Également critiqué pour ses multiples mandats rémunérés, il a accepté, sous la pression suite à l'affaire Publifin, de démissionner de la Sofico, de la SRIW, la Sowalfin, de New Win (filiale de Nethys) et de son mandat d'administrateur chez Immo Circus.

«Mercredi, au Parlement wallon, les députés cdH nous ont dit qu'on était fous avec notre projet de cumul intégral.»

UN DÉPUTÉ PS